

Recherches sociographiques



Yvan LAMONDE, *Ni avec eux ni sans eux. Le Québec et les États-Unis*

Sylvie Lacombe

Volume 39, Number 1, 1998

Québec et Canada : deux références conflictuelles

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057190ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057190ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lacombe, S. (1998). Review of [Yvan LAMONDE, *Ni avec eux ni sans eux. Le Québec et les États-Unis*]. *Recherches sociographiques*, 39(1), 153–156.
<https://doi.org/10.7202/057190ar>

québécois de sa génération à se hisser au rang des leaders mondiaux dans son domaine.

Serge GAGNON

*Centre interuniversitaire d'études québécoises,
Université du Québec à Trois-Rivières.*

Yvan LAMONDE, *Ni avec eux ni sans eux. Le Québec et les États-Unis*, Québec, Nuit blanche, 1996, 124 pages.

Dans cet ouvrage, Yvan Lamonde nous livre le premier volet d'un plus vaste projet visant à réinterpréter l'histoire des relations du Canada français, puis du Québec, avec l'extérieur. L'hypothèse centrale qui encadre cette relecture est celle du métissage fondamental de l'identité québécoise, de son hybridation culturelle bien avant l'heure postmoderne. Globalement, il s'agit donc de revisiter les héritages français, américain, britannique et romain pour mieux les comprendre les uns par rapport aux autres et nuancer ce que les représentations traditionnelles de ces « emprunts » nous ont laissé.

Les transformations historiques de la perception québécoise des États-Unis sont revues et corrigées sous l'angle d'une question récurrente, celle de l'avenir des Canadiens français en Amérique du Nord. Car l'enracinement dans le sol américain pose obligatoirement la question des relations avec le géant étasunien. Cependant, ce qui intéresse Lamonde, c'est « l'américanité » du Québec – néologisme qui désigne le consentement conscient à l'appartenance continentale – bien plus que son américanisation, qui se ramène à la domination culturelle des États-Unis. Cela dit, sur le plan des représentations collectives canadiennes-françaises ou québécoises, les deux réalités sont souvent confondues et de même, sur le plan de l'analyse, leur distinction n'est pas non plus toujours aussi claire qu'on aurait pu le souhaiter. D'ailleurs, le titre de l'ouvrage exprime bien cette difficulté à penser le cas étasunien en tant que variante de quelque chose de plus vaste, l'américanité, et non comme le modèle à partir duquel juger le degré d'enracinement continental des autres sociétés américaines, dont le Québec.

Procédant d'une approche toute en finesse, la relecture proposée mesure la distance, progressivement décroissante, entre les faits empiriques qui annoncent l'américanité et les représentations collectives mais aussi, et sans qu'il y ait nécessairement recoupement, entre les perceptions des classes populaires et celles des élites. Sans obligatoirement suivre l'auteur dans toutes ses interprétations et conclusions, le lecteur que la question intéresse reconnaîtra néanmoins la richesse du travail, et appréciera l'abondance de la bibliographie et l'index des auteurs cités.

L'ouvrage est découpé en trois parties d'inégale longueur. Les deux premières retracent l'histoire de la continentalité québécoise et se subdivisent chacune en

quatre périodes, dont aucune n'est monolithique. C'est une autre qualité de l'ouvrage que de chercher à rendre la diversité des points de vue. Cependant, l'auteur ne fait pas suffisamment ressortir les représentations prédominantes. On peut tout de même avancer que dans un premier temps, les Canadiens français prennent graduellement conscience des différences entre l'Ancien et le Nouveau Monde, qu'ils cherchent ensuite à concilier les apports spécifiques des deux mondes, avant de s'incliner devant la « matérialité » de l'Amérique. Enfin, dans la troisième partie, Lamonde synthétise la trajectoire d'ensemble et y ajoute une dimension personnelle en exposant son propre cheminement intellectuel sur la question.

La première partie couvre la plus longue période, qui va de 1774 à 1896. Dans un premier temps, la jeune république voisine ne semble pas susciter un grand intérêt pour les Canadiens français, bien que l'image de « l'Américain accapareur » soit suffisamment en place dès 1812 pour mobiliser la population contre les envahisseurs. C'est dans le courant des années 1820 que se développe une forme de conscience de soi fondée sur l'opposition entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Les propos d'un Étienne Parent ou d'un Louis-Joseph Papineau font en effet valoir les avantages à prendre la république américaine comme modèle à suivre ou de s'en inspirer pour réformer les institutions du Bas-Canada. Mais cet attrait pour le modèle américain sera refroidi par l'inaction des États-Unis au moment des rébellions des patriotes, et terni aussi par l'exemple louisianais déjà évoqué à l'époque, et constamment repris par la suite, par ceux qui craignent l'annexion.

L'attraction reprend néanmoins le dessus au cours des deux décennies qui suivent l'Acte d'Union et se manifeste, entre autres, dans le mouvement migratoire des Canadiens français vers les États de la Nouvelle-Angleterre et du Midwest, dans la ruée vers l'or californien, et dans la multiplication, à Montréal, d'expositions et d'événements culturels en provenance des États-Unis. Sur le plan des idées politiques, les circonstances vont même favoriser une étrange alliance entre libéraux francophones et conservateurs anglophones en faveur de l'annexion américaine.

Un deuxième moment fort dans l'acceptation continentale se situe aux alentours de la Confédération, quand on voit apparaître deux grandes visions opposées de l'américanité du Canada français. La première vision anime surtout les membres de l'Institut canadien et formule le projet d'unir les Français des États-Unis, les Canadiens français du Québec et les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre, tandis que la seconde reprend pour mieux l'élaborer le messianisme de la « race » canadienne-française, en vantant la mission toute spirituelle des catholiques sur ce continent mercantiliste. Au lendemain de la Confédération, cette dernière vision a la préséance, ce qui accentue la distance entre les représentations des élites et celles des classes populaires : en même temps que se multiplient les jugements négatifs sur la république américaine, l'adhésion des milieux populaires urbains aux loisirs, au syndicalisme, à la littérature dans leur formule étasunienne s'affirme, semble-t-il, irrémédiablement.

La deuxième partie de l'ouvrage couvre le siècle à combler jusqu'à nos jours (1896- 1995) et voit la présence américaine se faire de plus en plus manifeste. Grâce

en partie à leur grande prospérité économique, les États-Unis en viennent à représenter la modernité au sein de la culture québécoise, en tous cas dans son aspect matériel. Selon Lamonde, c'est d'ailleurs par le biais d'un consentement, longtemps réprimé, au matérialisme que l'ouverture à l'américanité franchit une nouvelle étape cruciale. Mais avant de « consentir », les élites québécoises auront diverses réactions de répulsion plus ou moins prononcée devant cette maîtrise du domaine économique. Une première tendance marquante consiste à se réclamer de la France pour ce qui est des arts, de la littérature, de la pensée ou encore de la religion, et à réduire les États-Unis à cet apport matériel et matérialiste. Vient ensuite une période plus « crispée » (1929-1945) au cours de laquelle on cherche à évaluer les dangers de l'américanisation. Malgré ces réticences, insiste Lamonde, le caractère métissé du Canada français n'en continue pas moins de s'affirmer.

Le lendemain de la Deuxième Guerre mondiale voit l'entrée du Québec dans la société de consommation et l'adoption par tous de l'*American way of life*. L'écart de perception entre les élites et les classes populaires s'atténue du même coup, et ce consentement de fait à l'américanisation invalide pour de bon le rêve d'une mission spirituelle sur le continent matérialiste. Lamonde trouve chez Jean Le Moyne, collaborateur de *La Relève*, la réflexion la plus originale et la plus radicale sur l'américanité. Dans ses écrits, Jean Le Moyne invite ses compatriotes à mieux habiter l'Amérique, à accorder intimement conscience et ambiance, à réaliser en somme à quel point « l'invention et la forme de l'Amérique ne sont pas françaises ». Pour Lamonde, il s'agit là d'une constatation lucide qui se résume par la nécessité d'explorer le risque de l'américanité.

Avec la Révolution tranquille, l'intégration culturelle du Québec au continent s'intensifie encore, et c'est probablement à propos de cette période que la fragile distinction entre américanité et américanisation est la plus faible. Elle amène d'ailleurs Lamonde à préciser un élément important de l'américanité du Québec, celui qui tente précisément de ne pas confondre l'appartenance continentale avec le cas particulier des États-Unis.

Finalement, la troisième partie de l'ouvrage synthétise la trajectoire hésitante retracée dans les deux premières. Lamonde souligne que l'acceptation de la dimension américaine de l'identité québécoise fut reconnue plus volontiers par ceux qui rejetaient l'Union de 1840 et la Confédération. Il conclut en avançant qu'aujourd'hui encore, il est plus aisé au souverainiste (qu'au fédéraliste) de s'ouvrir à l'appartenance continentale, étant entendu que l'identité canadienne s'appuie nécessairement sur une opposition aux États-Unis. Poussant plus avant encore sa pensée, il va jusqu'à suggérer que la souveraineté politique et la valorisation de l'américanité pourraient bien être les deux faces d'une même médaille : la seule façon de réaliser quelque chose de fécond en terre américaine.

Enfin en terminant, l'auteur invite le lecteur à saisir par la pensée, et à éprouver par l'expérience, une Amérique plus vaste que les États-Unis, tout en soutenant que l'opposition Europe-Amérique serait plus avantageuse pour ce faire que l'identification linguistique. De quoi faire réagir quelques souverainistes parmi

ceux pour qui le français est intimement lié à leur projet politique et reste, à ce titre, investi d'une grande valeur symbolique.

Sylvie LACOMBE

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Le Congrès mondial acadien. L'Acadie en 2004. Actes des conférences et des tables rondes, Moncton, Les Éditions d'Acadie, 1996, 690 p.

On aborde cet énorme volume comme on entre dans un grand magasin : tout d'abord, l'ampleur de l'œuvre effraie quelque peu, puis, en feuilletant le livre après avoir parcouru la table des matières, on se rend compte que les textes, au demeurant fort nombreux, sont présentés selon un ordonnancement clair et logique, tout comme la liste des rayons mise en évidence à la porte des grandes surfaces permet de s'y retrouver malgré la multitude des objets offerts à la clientèle.

En effet, la matière est abondante, puisqu'on a reproduit, dans cet ouvrage, la presque totalité des allocutions, communications et interventions faites par les 147 personnes qui ont pris la parole dans le cadre du volet « conférences » tenu à Moncton et Dieppe, au Nouveau-Brunswick, du 16 au 20 août 1994, à l'occasion du Congrès mondial acadien, un prélude en mode majeur aux fêtes qui souligneront le 400^e anniversaire de la fondation de l'Acadie, en l'an 2004. Les thèmes abordés au cours de ces assises sont les suivants : communications ; culture et patrimoine ; économie ; éducation ; le tout encadré par des discours à caractère protocolaire, par des conférences parallèles, sur les femmes notamment, ainsi que par des annexes.

Chaque thème fait d'abord l'objet de quelques conférences, qui s'apparentent généralement aux communications typiques des colloques universitaires, le jargon en moins, lesquelles alimentent par la suite des tables rondes, le lieu d'interventions plutôt courtes et spontanées effectuées par des personnes venant de tous les horizons, des milieux les plus divers.

Certains de ces textes sont de portée générale et ont bien peu à voir avec l'Acadie, telles les conférences des invités français Albert JACQUARD sur « Le sens de l'identité » (p. 61), Jean CHAUSSADE sur « Les politiques d'aide au développement de l'aide régionale » (p. 353) ou Armand BRAUN sur « Le marché du travail en l'an 2004 » (p. 533). En revanche, il faut s'y attendre, dans la plupart des cas, la réalité acadienne est envisagée sous différents angles, selon la spécialité de chacun. Ainsi, la linguiste Louise PÉRONNET se demande « ce qui distingue le parler français acadien des autres parlers français » (p. 197), le sociologue Joseph-Yvon THÉRIAULT confronte « Vérités mythiques et vérités sociologiques sur l'Acadie », alors que Anne-Marie SAVOIE aborde la question complexe de « L'évolution de l'éducation dans les régions acadiennes » (p. 423).